

70.23 - Paiements au titre d'engagements agroenvironnementaux et climatiques : « Préservation et régénération de corridors écologiques favorables à la biodiversité sur les parcelles agricoles » - Corse

Code d'intervention (EM)	70.23
Nom de l'intervention	Paiements au titre d'engagements agroenvironnementaux et climatiques : « Préservation et régénération de corridors écologiques favorables à la biodiversité sur les parcelles agricoles » - Corse
Type d'intervention	ENVCLIM(70) - Engagements en matière d'environnement et de climat et autres engagements en matière de gestion
Indicateur de réalisation commun	O.14. Nombre d'hectares (à l'exclusion de la sylviculture) ou nombre d'autres unités couverts par des engagements en matière d'environnement ou de climat qui vont au-delà des exigences obligatoires
Contribution à l'exigence de cantonnement pour/sur	Renouvellement générationnel: Non Environnement: Oui Système de rabais lié aux écorégimes: Non LEADER: Non

1- Champ d'application territorial et, le cas échéant, dimension régionale

Champ d'application territorial: **Régional**

Code	Description
FRM	Corse

Description du champ d'application territorial

Corse

2- Objectifs spécifiques connexes, objectif transversal et objectifs sectoriels pertinents

OBJECTIF SPÉCIFIQUE DE LA PAC Code + Description Les objectifs spécifiques de la PAC recommandés pour ce type d'intervention sont affichés en gras
SO6 Contribuer à stopper et à inverser le processus d'appauvrissement de la biodiversité, améliorer les services écosystémiques et préserver les habitats et les paysages

3- Besoins(s) traité(s) par l'intervention

Code	Description	Hierarchisation au niveau du plan stratégique relevant de la PAC	Pris en considération dans le plan stratégique relevant de la PAC
F3	Promouvoir conservation et utilisation durable biodiversité dans pratiques agricoles et forestières	Priorité 1	Oui

4- Indicateur(s) de résultat

INDICATEURS DE RÉSULTATS Code + Description Les indicateurs de résultat recommandés pour les objectifs spécifiques de la PAC de cette intervention sont affichés en gras
R.31 Part de la superficie agricole utile (SAU) faisant l'objet d'engagements bénéficiant d'une aide en faveur de la conservation ou de la restauration de la biodiversité, y compris les pratiques agricoles à haute valeur naturelle
R.33 Part de la superficie totale Natura 2000 faisant l'objet d'engagements bénéficiant d'une aide

5- Conception spécifique, exigences et conditions d'éligibilité de l'intervention

Description des objectifs spécifiques et du contenu de l'intervention, y compris le ciblage spécifique, les principes de sélection, les liens avec la législation pertinente, la complémentarité avec d'autres interventions/ensembles d'opérations dans les deux piliers et autres informations pertinentes.

Description

Le patrimoine floristique et faunistique riche de la Corse est encore relativement préservé, compte tenu de la faible pression anthropique. Plusieurs indicateurs révèlent cependant une érosion de la biodiversité généralement sur la région méditerranéenne, ce qui conduit à en prévenir le risque également en Corse. D'une façon générale, l'intensification des modes de production et la spécialisation des territoires et des assolements sont susceptibles d'entraîner des impacts défavorables sur la biodiversité des écosystèmes agricoles. Cette perte est encore plus importante en périphérie de cultures pérennes ou annuelles monospécifiques.

Cette intervention a pour ambition de lutter et prévenir cet appauvrissement en mettant en place des modes de gestion permettant de conserver, de développer, voire de régénérer des espaces particuliers, riches en biodiversité dans les exploitations agricoles (OS F). Il s'agit de bandes refuges :

- herbacées : sur prairie déjà existantes ou résultant de la mise en place de bandes semées favorables à la biodiversité (auxiliaires et pollinisateurs) ;
- ou ligneuses : (ripisylves et haies) situées à l'intérieur ou en périphérie de ces exploitations et qui constituent des corridors écologiques.

En effet, ce sont des réservoirs alimentaires, de reproduction, de refuge et de vie pour de nombreuses espèces végétales et animales.

De plus elles ont également un impact positif sur les sols (limitation de l'érosion, production de matière organique, ...) et sur l'eau (filtration de la pollution, maintien des débits, ...).

Les bandes ligneuses (haie et ripisylve) permettent également de se prémunir des effets négatifs du vent (retard voire arrêt de croissance de certain végétaux, augmentation des effets de la sécheresse et du froid, casse, ...) car ces structures végétales permettront, grâce aux branches et au feuillage, de filtrer le vent en réduisant son impact.

Le plan de gestion proposé devra favoriser le développement ou la régénération de ces milieux.

Les types de projets accompagnés

Cette intervention vise à accompagner les 2 types de projets suivants, déclinés en option :

- Option 1 : restauration et entretien des haies et des ripisylves dans les surfaces agricoles ;
- Option 2 : gestion de bandes refuges ;

Définition des bénéficiaires éligibles et des critères d'éligibilité spécifiques, le cas échéant, selon le bénéficiaire et la zone

Bénéficiaires éligibles

Dans le cas général, les bénéficiaires éligibles à l'intervention sont les agriculteurs actifs tels que définis conformément à l'article 4 du règlement UE 2021/2115 du 2 décembre 2021*.

* Les fondations, associations sans but lucratif et les établissements d'enseignement et de recherche agricoles lorsqu'ils exercent directement des activités réputées agricoles sont considérés comme des agriculteurs actifs.

Critères d'éligibilité

Les exploitants s'engagent volontairement à mettre en œuvre pendant 5 ans des pratiques prévues dans le cahier des charges souscrit.

La réalisation d'un diagnostic d'exploitation préalable à la souscription d'un contrat dans le cadre de cette intervention est obligatoire.

Pour chacune des options, le cahier des charges et les couverts éligibles feront l'objet d'une circulaire arrêtée par l'Autorité Régionale intégrant les prescriptions de l'Organisme Payeur.

L'intervention, et sa déclinaison en options, sera mise en œuvre par territoire agricole et selon le ciblage des problématiques environnementales prioritaires.

Définition du type de soutien éligible (hors SIGC) ou des engagements (SIGC) et autres obligations

SIGC : L'aide est attribuée sous forme de subvention.

O14 Quelle zone est éligible?

☐ Zone agricole définie pour le plan relevant de la PAC

☐ Terres agricoles y compris et au-delà des surfaces agricoles

☒ Terres non agricoles

ligneux et bandes enherbées

6- Recensement des éléments de base pertinents

[BCAE pertinentes, exigences réglementaires en matière de gestion (ERMG) et autres exigences obligatoires établies par le droit national et le droit de l'Union], le cas échéant, une description des obligations spécifiques pertinentes au titre des ERMG, et une explication de la manière dont l'engagement dépasse les exigences obligatoires (conformément à l'article 28, paragraphe 5, à l'article 70, paragraphe 3 et à l'article 72, paragraphe 5)

Liste des BCAE et ERMG pertinentes

Code	Description
GAEC04	Établissement de bandes tampons le long des cours d'eau
GAEC09	Interdiction de convertir ou de labourer des prairies permanentes désignées comme prairies permanentes écologiquement sensibles sur des sites Natura 2000

Liste des normes nationales obligatoires pertinentes

Sans objet

Lien entre les BCAE, les ERMG, les normes nationales et l'intervention

Conformément à l'article 70(7) du règlement (UE) n°2021/2115, une clause de révision est prévue pour cette intervention afin de garantir que les engagements restent en adéquation avec la ligne de base.

Option concernée	Niveau d'exigence	Niveau d'exigence de l'intervention
	Conditionnalité	
Toutes les options	BCAE 9 <i>Maintien des zones ou des éléments non productifs afin d'améliorer la biodiversité dans les exploitations</i>	Exigence de maintien dans la BCAE9 – l'intervention subventionne la gestion de ces milieux.
Options 2	BCAE 4 <i>Etablissement de bandes tampons le long des cours d'eau</i>	L'intervention subventionne la <u>gestion</u> de ces milieux (recépage, semis)

Les dispositions exigées dans le cadre des lignes de base sont obligatoires dans cette intervention et non rémunérées.

L'écorégime permet la rémunération des services environnementaux rendus par la mise en œuvre au niveau de l'exploitation de pratiques agronomiques favorables, dont les effets bénéfiques sont reconnus. L'intervention relative à l'écorégime repose ainsi sur une logique de paiement pour service

environnemental et non sur la compensation des surcoûts et manques à gagner induits par les pratiques de gestion. Cette intervention est donc cumulable avec l'écorégime.

7- Forme et taux de l'aide/montants/méthodes de calcul

☒ SIGC

☐ Hors SIGC

Section SIGC

Type de paiement

☒ coût unitaire fondé sur les coûts supplémentaires et les pertes de revenus

☐ coûts de transaction inclus

☐ paiement unique

☐ montant forfaitaire

Éventail de mesures de soutien au niveau du bénéficiaire

Le montant unitaire est calculé en fonction des surcoûts et manques à gagner liés à la mise en place de la mesure :

-L'engagement graphique sur la télédéclaration se fait sur la base de linéaires exprimé en ml ou en km.

-1ml correspond une bande de 10m de large soit une aire de 0,001ha (1/1000^{ème} ha)

-Ainsi l'aide est octroyée en €/ha sur la base de :

01ml engagé <=> 0,001 ha aidé (1/1000^{ème})

ou 1km <=> 1 ha aidé

Options	Montant de l'aide en €/ha/an
Restauration et entretien manuel des haies et ripisylves dans les surfaces agricoles	3900
Gestion de bandes refuges	800

Le montant de l'aide publique est de 100 %.

L'aide est pluriannuelle.

Elle est accordée pour une durée de 5 ans.

En cas de plafonnement des aides aux exploitations, les GAEC se voient appliquer le principe de transparence.

Méthode de calcul

Les données utilisées et les méthodes de calculs des surcoûts et manques à gagner ont été certifiées par un organisme indépendant, conformément à l'article 82 du règlement UE 2021/2115 du 2 décembre 2021.

Les certificats de l'organisme indépendant figurent en appendice G du PSN.

Explication complémentaire

Sans objet

8- Informations concernant l'évaluation des aides d'État

L'intervention se situe en dehors du champ d'application de l'article 42 du TFUE et est soumise à une appréciation au regard des règles en matière d'aides d'État:

☐ Oui ☒ Non ☐ Mixte

Type d'instrument d'aide d'État à utiliser pour l'autorisation:

☐ Notification ☐ RGEC ☐ RECA ☐ de minimis

9- Questions/informations supplémentaires spécifiques au type d'intervention

Quels sont les modèles d'engagement(s) dans l'intervention?

- ☐ fondés sur les résultats (avec possibilité de choisir)
☐ fondés sur la gestion (avec possibilité de choisir)
☒ hybrides (fondés sur la gestion et les résultats)

Veuillez expliquer les obligations/possibilités pour les bénéficiaires en relation avec les engagements prévus dans l'intervention

Les options de paiement reposent sur des cahiers des charges décrivant les obligations de mise en œuvre des itinéraires techniques. Ces itinéraires techniques incluent un calendrier de travaux et les suivis obligatoires en vue de l'atteinte d'un résultat.

Quelle est la durée des contrats?

5 ans

10- Respect des règlements de l'OMC

Encadré vert

Paragraphe 12 de l'annexe 2 de l'accord de l'OMC

Explication de la façon dont l'intervention respecte les dispositions applicables de l'annexe 2 de l'accord de l'OMC sur l'agriculture, tel que spécifié à l'article 10 et à l'annexe II du présent règlement (boîte verte)

Justification apportée dans la partie 7 de la présente fiche

11- Taux de participation applicable(s) à cette intervention

Région	Article	Taux applicable	Taux min.	Taux max.
FRM - Corse	91(3)(b) - Paiements visés à l'article 70, paiements visés à l'article 72, soutien apporté aux investissements non productifs visés à l'article 73, aide aux projets des groupes opérationnels du PEI au titre de l'article 77, paragraphe 1, point a), et l'initiative Leader au titre de l'article 77, paragraphe 1, point b)	80,00%	20,00%	80,00%

12- Montants unitaires prévus — Définition

Groupe	Montant unitaire prévu	Type de soutien	Taux de contribution	Type de montant unitaire prévu	Région(s)	Indicateur(s) de résultat	Le montant unitaire repose-t-il sur les dépenses reportées?
MAEC corse 70.23	7023_COR_O.14_0039 - MUP	Subvention	91(3)(b)-FRM-80,00%	Uniforme	FRM;		Non
MAEC corse 70.23	7023_COR_O.14_0101 - MUP	Subvention	91(3)(b)-FRM-80,00%	Uniforme	FRM;		Non

Explication et justification liées à la valeur du montant unitaire

7023_COR_O.14_0039 - MUP

MUP : montants uniformes des différentes options de l'intervention. Ces différents calculs sont certifiés sur la base de des surcoûts/manques à gagner pour chaque option à partir de coûts standard de l'utilisation de matériels agricoles et de temps de travaux, en adéquation avec les pratiques locales.

7023_COR_O.14_0101 - MUP

MUP : montants uniformes des différentes options de l'intervention. Ces différents calculs sont certifiés sur la base de des surcoûts/manques à gagner pour chaque option à partir de coûts standard de l'utilisation de matériels agricoles et de temps de travaux, en adéquation avec les pratiques locales.

13- Montants unitaires prévus — Tableau financier avec réalisations

Groupe	Montant unitaire prévu	Exercice financier	2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029	Cumul 2023-2029
MAEC corse 70.23	7023_COR_O.14_0039 - MUP (Subvention - Uniforme)	Montant unitaire prévu (Dépenses totales publiques en EUR)		3 900,00	3 900,00	3 900,00	3 900,00	3 900,00	3 900,00	
		Maximum planned average unit amount (where applicable) (EUR)								
	7023_COR_O.14_0101 - MUP (Subvention - Uniforme)	Montant unitaire prévu (Dépenses totales publiques en EUR)		800,00	800,00	800,00	800,00	800,00	800,00	
		Maximum planned average unit amount (where applicable) (EUR)								
		O.14 (unité: Hectares)		21,00	84,00	157,00	209,00	209,00	188,00	
	TOTAL	O.14 (unité: Hectares)		21,00	84,00	157,00	209,00	209,00	188,00	868,00
		Dotation financière annuelle indicative (Dépenses totales publiques en EUR)		42 000,00	168 000,00	314 000,00	418 000,00	418 000,00	377 500,00	1 737 500,00
		Dotation financière annuelle indicative (Contribution de l'Union en EUR)		33 600,00	134 400,00	251 200,00	334 400,00	334 400,00	302 000,00	1 390 000,00
		Dont part pour l'instrument financier (dépenses totales publiques en EUR)								
		Dont part pour l'instrument financier (contribution de l'Union en EUR)								
		Dont part reportée (dépenses totales publiques en EUR)								
		Dont part reportée (contribution de l'Union en EUR)								

		Dont part nécessaire pour atteindre la dotation financière minimale fixée à l'annexe XII (applicable à l'article 95, paragraphe 1 en vertu des articles 73 et 75) (dépenses totales publiques en EUR)								
		Dont part nécessaire pour atteindre la dotation financière minimale fixée à l'annexe XII (contribution de l'Union en EUR)								